Voici ce que disent [Louis GILLE](#), [Alphonse OOMS](#) et [Paul DELANDSHEERE](#) dans **Cinquante mois d'occupation allemande** (Volume 4 : 1918) du

MARDI 2 AVRIL 1918

J'ai signalé le 9 mars l'intervention du ministre d'Espagne et du ministre de Hollande (**Note** : Maurice van Vollenhoven) en vue d'aplanir le conflit qui existe entre la magistrature belge et l'autorité allemande. En dernier lieu le marquis de Villalobar a soumis à la Cour de cassation la formule suivante, rédigée sous forme de protocole et dont les termes ont été approuvés par le gouvernement général allemand :

« Le ministre d'Espagne offre sa médiation qui est acceptée. Si le gouverneur général, sous le bénéfice des garanties d'indépendance données à la magistrature dans la dépêche de M. von Sandt du 22 mars 1916, veut prendre vis-à-vis du ministre d'Espagne l'engagement de mettre les présidents détenus à Celle-Schloss en liberté, et de lever l'interdit dont la Cour d'appel est frappée, au moment même où la magistrature déclarera reprendre ses travaux, il sera pris acte de cet engagement et les audiences seront reprises.

La levée de l'interdit ne pourra être libellée dans des termes qui impliquent une faveur accordée. »

La Cour de cassation a examiné ce texte et, après délibération, a décidé de s'en tenir purement et simplement aux délibérations par lesquelles elle a motivé la suspension de ses audiences. Notamment, elle entend ne pas reprendre ses travaux aussi longtemps que le gouvernement allemand n'aura pas donné à la magistrature belge l'assurance claire et sans ambages qu'elle pourra dans l'avenir rendre la justice avec la même et complète indépendance qu'autrefois, sans nouvelle immixtion de l'occupant.

Cette assurance elle ne l'obtient pas. Aux yeux de la Cour, toute concession de sa part est impossible sur les trois points suivants :

1° Il sera reconnu que le pouvoir judiciaire belge est, de par la Constitution belge, un pouvoir souverain, et que, par conséquent, ce pouvoir n'est pas exercé « *sous l'autorité du pouvoir occupant* », comme le Gouverneur général le prétend dans sa lettre à la Cour de cassation (1) ;

2° Il sera également reconnu que la Cour d'appel de Bruxelles, en ordonnant des poursuites contre les sieurs Tack, Borms et consorts, n'est pas sortie de ses attributions judiciaires, mais s'est bornée à s'acquitter de ses devoirs ;

3° Les magistrats dirigés vers l'Allemagne seront ramenés à Bruxelles et reprendront leurs fonctions; la Cour d'appel sera relevée de l'interdit lancé contre elle par le Gouverneur général.

L'autorité allemande refuse de souscrire aux deux premières conditions. Or, elles sont essentielles. La Cour de cassation ayant affirmé dans sa mémorable résolution que la Cour d'appel a été frappée « *injustement* », ne peut admettre qu'elle reprenne son activité en pénitente: ce serait ruiner le prestige de la justice (2).

La rupture est maintenant définitive. La solidarité du barreau éclate dans cette lettre de M. H. Botson, ff. de bâtonnier de l'Ordre des avocats, à M. Terlinden, procureur général à la Cour de cassation :

« Le Conseil de l'Ordre, persuadé, comme la Cour elle-même, le dit en sa délibération du 25 février 1918, qu'il importe avant tout que l'atteinte grave portée à la dignité, l'indépendance et la liberté des magistrats soit réparée, croit, avec elle, que, quel que soit l'intérêt qui s'attache à la reprise du cours normal de la justice, il n'est pas possible d'envisager que cette reprise soit subordonnée à la rédaction d'un protocole qui aurait inévitablement l'apparence d'une transaction. Il pense qu'il ne peut être question pour la Cour, pas plus que pour les autres juridictions, de reprendre leurs travaux avant que l'autorité occupante ait libéré et rétabli dans leur charge tous les magistrats illégalement déportés ou arrêtés, retiré l'ordre donné aux membres de la Cour d'appel de suspendre leurs fonctions et réparé l'attentat dont la justice belge a été l'objet.

La délibération du 25 février 1918 dit avec raison que la Cour de Cassation est l'organe autorisé de la loi et du droit, en même temps que la gardienne de la

dignité, de l'indépendance et de l'honneur de la magistrature ; aussi le Conseil de l'Ordre s'en remet-il avec confiance à la Cour, et à elle seule, du soin de maintenir, en dehors de toute ingérence, l'attitude qu'elle a si noblement adoptée.

Le Barreau d'ailleurs ne pourrait prêter sa collaboration à l'administration d'une justice qui ne serait pas libre et indépendante. »

M. Jottrand, premier avocat général à la Cour d'appel et faisant fonctions de procureur général, a fait connaître à l'autorité allemande qu'il refuse d'exercer plus longtemps les fonctions de chef du parquet. Voici sa lettre au chef de l'administration civile à Bruxelles :

« MONSIEUR LE CHEF D'ADMINISTRATION,

Il semble aujourd'hui établi que le conflit qui a surgi entre le pouvoir occupant et le pouvoir judiciaire belge, et qui a amené la suspension des audiences, ne pourra être aplani.

Dans l'intérêt des justiciables, j'ai, pendant une période transitoire, autant qu'il m'a été possible, maintenu les organismes essentiels pour la sauvegarde de la sécurité publique. Cependant, dans certains tribunaux, MM. les juges d'instruction eux-mêmes ont cessé leurs fonctions et les criminels ne sont écroués que dans des conditions dont on pourrait contester la légalité.

Il n'y a plus ni chambre des appels correctionnels, ni tribunaux correctionnels, ni tribunaux de police. La chambre des mises en accusation, ce rouage

fondamental et indispensable de la justice répressive et de la police judiciaire, a cessé de siéger par suite de l'interdiction dont ses membres ont été frappés.

Indépendamment de mon devoir de me solidariser avec la Cour, je ne puis plus assumer la responsabilité de continuer dans des conditions semblables des fonctions dont l'exercice est d'ailleurs devenu impossible.

Sans abdiquer un pouvoir qui émane de la nation belge et une charge dont je suis investi par le gouvernement du roi et les lois de ce pays et que j'ai exercés en temps d'occupation conformément au droit international, je déclare que je m'abstiendrai dorénavant de leur exercice effectif.

Par voie de conséquence, MM. les avocats généraux et substituts du procureur général, mes collaborateurs, cesseront également d'y participer.

Je me réserve d'expédier éventuellement certaines affaires courantes de pure administration.

J'adresse copie de la présente dépêche à MM. les procureurs du roi de mon ressort, mes substituts près les tribunaux de première instance. »

La décision du procureur général entraîne celle du Parquet tout entier. M. Holvoet, procureur du Roi, ne va donc plus à la prison de Forest. Les délinquants ne sont plus jugés. Les médecins légistes se solidarisent avec le Parquet.

Est-ce parce qu'il ne sait où donner de la tête au milieu du chaos ainsi créé par ses maîtres que M. Heuvelmans (**Note**), secrétaire général du Ministère activiste de la justice, prend un congé de

deux mois pour « *raison de santé* » ? Certains de ses amis voudraient le faire croire. Cette explication lui serait, en effet, plus favorable que cette autre, d'après laquelle le « *congé de deux mois* » ne serait qu'une façon de dissimuler un congé d'une autre sorte qui lui aurait été donné par l'autorité allemande. Celle-ci en aurait déjà assez du personnage. Certaine affaire de trafic de libération conditionnelle découverte à charge de M. Heuvelmans aurait fait déborder la coupe ...

En l'absence d'une justice régulière, M. Steens, ff, de bourgmestre de Bruxelles, a reçu de ses collègues de l'agglomération mandat d'agir en préfet de police ; mais on ne sait jusqu'à quel moment il pourra remplir cet office, car le Gouverneur général fait afficher ce matin sur les murs l'avis suivant :

« Depuis trois ans et demi, sous ma protection et celle de mes prédécesseurs, les tribunaux belges ont pu rendre la justice avec une entière indépendance dans tout le pays. Il était réservé à la Cour d'appel de Bruxelles, en abusant de son autorité et en se laissant entraîner à une manifestation politique, de me contraindre à interdire à ses membres l'exercice de leurs fonctions judiciaires. Ces faits ont déterminé d'autres tribunaux belges, ayant à leur tête la Cour de Cassation, à suspendre leur activité. Cette manière d'agir compromettant le bien public, c'est la population qui en supportera les conséquences.

Conformément à l'article 43 de la Convention de La

Haye, concernant les lois et usages de la guerre sur terre, j'ai ordonné d'organiser des tribunaux allemands qui auront pour mission de maintenir l'ordre et la sûreté publics. Jusqu'à l'entrée en activité de ces tribunaux (3), les commandants militaires seront chargés de réprimer les crimes et délits, en vertu du paragraphe 18, 3° alinéa, de la « Kaiserl. Verordnung » du 28 décembre 1899. »

(1) Voir 21 février :

<http://www.idesetautres.be/upload/19180221%2050%20MOIS%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf>

9 mars 1918 :

<http://www.idesetautres.be/upload/19180309%2050%20MOIS%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf>

(2) De quelle manière cette fière attitude fut appréciée à l'étranger, on peut s'en rendre compte à la lecture de ces lignes du **Figaro**, N° du 11 avril 1918 :

*« La vérité se fait jour sur l'échec allemand en Flandre, un des plus graves (quoique tout moral) qu'aient subis l'ambition et l'orgueil de l'envahisseur. Ce sera un chapitre glorieux de la guerre que l'histoire de la résistance des Belges opprimés, leur indomptable esprit de révolte contre la servitude. Écoutons ces exemples, ces textes de liberté que la Belgique, aux fers comme dans **Fidelio**, nous jette par dessus le mur de sa prison.*

(Note)

(...) Quelle scène quand les hommes en toge, assemblés en séance plénière, délibèrent et

jugent, dans Bruxelles occupée, comme si les Allemands n'existaient pas ! Ou mieux, c'est l'Allemagne elle-même qu'ils mettent en jugement. Quel spectacle incomparable de grandeur intellectuelle ! Les armées, la menace, l'omnipotence d'un empire ne troublent pas la Justice ; le Droit poursuit son cours imperturbable ; la Force triomphante paraît un accident fortuit qui ne doit point altérer la gravité des juges ... Notre jeunesse admira le Sénat romain mettant aux enchères le champ où campe Hannibal. La Cour de Bruxelles égale la majesté romaine. »

(3) Au sujet de l'organisation de ceux-ci, voir le 23 avril 1918.

Notes de Bernard GOORDEN.

Pour comprendre « *l'intervention du ministre d'Espagne et du ministre de Hollande* », lisez « **Les ministres protecteurs** » (le marquis de Villalobar pour l'Espagne, Brand Whitlock pour les Etats-Unis et Maurice van Vollenhoven pour les Pays-Bas) par Georges **RENCY**, qui constitue le chapitre **XII** de la **première partie** du volume **1** de **La Belgique et la Guerre (La vie matérielle de la Belgique durant la Guerre Mondiale** ; Bruxelles ; Henri Bertels, éditeur ; 1924 = 2^{ème} édition ; pages 135-138) :

<http://www.idesetautres.be/upload/RENCY%20MINISTRES%20PROTECTEURS%20BELGIQUE%20ET%20GUERRE%20T1%20pp135-138.pdf>

Lisez Fernand **PASSELECQ** ; *La magistrature belge contre le despotisme allemand* (Paris, Berger-Levrault ; 1918, 139 pages ; « *Pages d'Histoire* », 9^{ème} série, N°152) :

<http://cudl.colorado.edu/MediaManager/srvr?mediafile=MISC/UCBOULDERCB1-58-NA/1508/i73538437.pdf>

Voyez « *La flamandisation de la Justice* », figurant aux pages 318-321 des *Archives du Conseil de Flandre (Raad van Vlaanderen)*, qui ont été publiées par la Ligue Nationale pour l'Unité Belge (Bruxelles, Anciens Etablissements Th. Dewarichet ; 1928, LXVI-551-VIII pages, dont XXXI planches hors texte. « *Documents pour servir à l'Histoire de la guerre en Belgique* ») au lien :

<http://www.idesetautres.be/upload/1917-1918%20FLAMANDISATION%20JUSTICE%20ARCHIVES%20CONSEIL%20FLANDRE%20pp318-321.pdf>

« *le mur de sa prison* ». Consultez

A travers les barreaux de fer (1916)

par Emile **CAMMAERTS**, via sa

table des matières, avec liens **INTERNET** vers les 7 chapitres

(**accompagnés du manuscrit** et

d'illustrations de Louis **RAEMAEKERS**) :

<http://www.idesetautres.be/upload/EMILE%20CAMMAERTS%20TABLE%20MATIERES%20A%20TRAVERS%20LES%20BARREAUX%20DE%20FER>

[%201916%20LIENS%20INTERNET%207%20CH
APITRES.pdf](#)

Voyez ce que Auguste **VIERSET** dit, de M. Holvoet, procureur du Roi, et de la prison de Forest, en date du 16 février 1918, dans ***Mes souvenirs sur l'occupation allemande en Belgique*** :

<http://www.idesetautres.be/upload/19180216%20VIERSET%20MES%20SOUVENIRS%20OCCUPATION%20ALLEMANDE%20EN%20BELGIQUE.pdf>

Voyez également ce que Auguste **VIERSET** dit en date du 28 mars 1918 à ce sujet dans ***Mes souvenirs sur l'occupation allemande en Belgique*** :

<http://www.idesetautres.be/upload/19180328%20VIERSET%20MES%20SOUVENIRS%20OCCUPATION%20ALLEMANDE%20EN%20BELGIQUE.pdf>

Florimond **Heuvelmans**, voir notamment Arthur L. **Faingnaerts** dans ***Verraad of zelfverdediging? Bijdragen tot de geschiedenis van den strijd voor de zelfstandigheid van Vlaanderen tijdens den oorlog van 1914-18*** (Kapellen, Noorderklok ; 1932, 863 p. ; **e-book** vendu par la ***Heruitgeverij***):

<http://www.heruitgeverij.be/titels.htm>

Flor(imond) **Heuvelmans** est mentionné aux pages 337, 390, 416, 422, 523, 530, 561, 562, 567, 589, 628, 665, 666, 672, 698, 700, 720, 725, 730, 753, 815, 868, 871, 872

Si vous souhaitez compléter votre information le concernant, consultez Jos **MONBALLYU** ; ***Slechte***

Belgen ! De repressie van het incivisme na de Eerste Wereldoorlog door het Hof van Assisen van Brabant (1919-1927); Bruxelles, Archives générales du Royaume 2011, 256 p. (pourvu d'une bibliographie et d'un index ; série *Études sur la Première Guerre mondiale* n°19, publ. n°5048 ; 11 € en version papier ou 4,99 € en **pdf** via l'ebookshop : http://bebooks.be/fr/home?id_seller=9
Flor(imond) **Heuvelmans** est évoqué aux pages 56 (note 146), 57 (notes 149 et 150), 66, 217. Il fut condamné à perpétuité le 20/3/1920.